



Mission régionale d'autorité environnementale

Provence Alpes Côte d'Azur

**Décision n° CU-2019-2123**  
**de la Mission Régionale d'Autorité environnementale**  
**après examen au cas par cas sur la**  
**carte communale**  
**d'Aspres les Corps (05)**

n°saisine CU-2019-2123

n°MRAe 2019DKPACA28

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.300-6, R.104-8 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2019-2123, relative à la carte communale d'Aspres les Corps (05) déposée par la commune d'Aspres les Corps, reçue le 24/01/19 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 29/01/19 ;

Vu la décision de délégation du 10 mars 2017 de la MRAe ;

Considérant que la commune d'Aspres les Corps, de 16,73 km<sup>2</sup>, compte 109 habitants (recensement 2015) et qu'elle prévoit la production de 20 à 30 logements supplémentaires d'ici 2032 ans (objectif du schéma de cohérence territoriale de l'aire gapençaise) ;

Considérant que le projet de carte communale prévoit des zones à urbaniser sur une surface totale de 2,78 ha, dont 2,06 ha d'unités foncières vierges et 0,72 ha de potentiel de densification d'unité foncières déjà bâties, en continuité de l'habitat existant conformément aux dispositions de la loi Montagne ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection Natura 2000 et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;

Considérant que le projet de carte communale prend en compte l'environnement naturel et les paysages en identifiant et en protégeant la trame verte et bleue, les réservoirs de biodiversité et en identifiant les éléments patrimoniaux et l'identité paysagère de la commune ;

Considérant que le projet de carte communale prend en compte les risques naturels en interdisant l'urbanisation dans les secteurs en aléa fort ;

Considérant que l'alimentation en eau potable est suffisante pour satisfaire les besoins des nouveaux arrivants, que les zones constructibles sont en zonage d'assainissement collectif et que la station d'épuration est en capacité d'accueillir la charge supplémentaire prévue dans le cadre de la carte communale ;

Considérant par conséquent qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, la mise en œuvre de la carte communale n'apparaît pas potentiellement susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement ;

## DÉCIDE :

### Article 1 – Éligibilité à l'évaluation environnementale

Le projet de carte communale situé sur le territoire d'Aspres les Corps (05) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2 – Mise à disposition du public et mesures de publicité

La présente décision a vocation à être mise en ligne par le conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et par la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra en outre, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 13 mars 2019

Pour la Mission Régionale d'Autorité  
environnementale et par délégation,  
Le Président de la Mission,

  
Jean-Pierre Viguier

Voies et délais de recours
----------------------------

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale régionale de la région PACA

MIGT Marseille  
DREAL PACA  
16 rue Zattara  
CS 70 248  
13 331 Marseille Cedex 3